DIAL 2395

AMÉRIQUE LATINE - Brève synthèse sur la pauvreté

Commission économique pour l'Amérique latine

samedi 1er juillet 2000, mis en ligne par Dial

À l'occasion de la Conférence Copenhague+5 de l'ONU, qui s'est tenue à Genève du 26 au 30 juin, la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), organisme des Nations unies, a présenté un rapport sur la pauvreté en Amérique latine et dans la Caraïbe. Alors que dans certains pays la pauvreté atteint moins de 15 % de la population, dans d'autres elle dépasse les 50 %. Nous publions ci-dessous le résumé de ce rapport, tel que diffusé par la CEPAL (http://www.eclac.cl/index.htlm).

La pauvreté est un phénomène persistant en Amérique latine et dans la Caraïbe. Elle a tendance à diminuer mais ce mouvement est interrompu à chaque nouvelle crise économique. Au commencement de l'an 2000, plus de 36 % des foyers latino-américains vivent dans la pauvreté : environ 220 millions de personnes. Ce chiffre est semblable à celui de 1994 et légèrement supérieur au niveau de 35 % atteint en 1980, ce qui indique que le progrès est lent. L'augmentation de la pauvreté urbaine entre 1980 et 1999 reflète la baisse de la qualité de la vie dans de nombreuses villes de la région.

Par ailleurs, la distribution du revenu n'a pas varié dans la dernière décennie. Des niveaux élevés d'inégalité persistent et différents pays ont la concentration la plus forte du monde dans la répartition du revenu. Ceci se vérifie y compris là où ont été atteints des taux significatifs de croissance économique.

C'est ce que soutient l'étude La brecha de la equidad : una segunda evaluación, de la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPAL) rendue publique cette semaine dans le cadre de la 2ème Conférence régionale de suivi du Sommet mondial sur le développement mondial.

Il existe cependant des différences marquées quant à la pauvreté. En Argentine et en Uruguay, moins de 15 % des foyers sont pauvres. Au Brésil, Chili, Costa Rica et Panama, c'est le cas entre 15 et 30 % des foyers. Un troisième groupe est formé par la Colombie, El Salvador, Mexique, Paraguay, Pérou, République dominicaine et Venezuela où le taux fluctue entre 31 % et 50 % des foyers. Finalement, la Bolivie, l'Équateur, le Honduras et le Nicaragua présentent un taux très élevé de pauvreté avec 50 % ou plus des foyers se trouvant dans cette situation.

Selon la CEPAL, ce qui s'est passé entre 1990 et 1997 permet de conclure que quelques exemples démontrent qu'il est possible d'obtenir des avancées significatives au cours de périodes relativement brèves. Le retour de la croissance a permis une diminution de la pauvreté au cours de cette période, qui s'est réduite de 41 % à 36 % sur un ensemble de 19 pays sur lesquels on dispose d'information. L'indigence [1] a suivi une évolution semblable : elle a baissé de 18 % à 15 %.

Au Chili et en Uruguay, on a réussi au cours de quatre années à faire baisser d'environ cinq points la pauvreté urbaine : au Chili elle a diminué de 23 % à 18 % entre 1994 et 1998, et en Uruguay de 12 % à 6 % entre 1990 et 1994. Dans le cas chilien, le succès a été atteint avec une croissance économique plus rapide mais sans changements importants dans la répartition du revenu, alors qu'en Uruguay il a été

accompagné d'amélioration en termes d'équité bien que ce soit avec un rythme de croissance inférieur.

Le Panama et le Pérou ont également enregistré des progrès importants dans la réduction de la pauvreté. Au Panama, la pauvreté a diminué de 9 points (de 36 % à 27 %) entre 1991 et 1997, alors qu'au Pérou une baisse significative aurait été atteinte entre 1986 et 1997 (de 52 % à 37 %), due principalement à une réduction de la pauvreté urbaine, car dans les zones rurales le taux reste autour de 60 % du total des foyers.

Profil de la pauvreté parmi les urbains occupant un emploi

L'étude de l'organisme des Nations unies prouve qu'avoir un travail formel dans le secteur public ou dans quelque entreprise moyenne ou grande ne garantit pas que l'on soit au-dessus de la ligne de pauvreté.

Entre 30 et 60 % des salariés du secteur privé vivent dans des foyers pauvres dans 9 des 16 pays analysés. Il existe évidemment une grande hétérogénéité entre pays, étant donné que ce pourcentage varie entre moins de 10 % en Argentine et Uruguay et plus de 50 % en Équateur, Honduras et Nicaragua. Au Chili, Costa Rica et Panama, il se situe entre 10 % et 20 %, tandis qu'en Bolivie, Brésil, Colombie, El Salvador, Mexique, Paraguay et Venezuela, il varie entre 30 % et 50 %.

Le pourcentage des salariés ni professionnels ni techniciens qui travaillent dans des entreprises privées moyennes ou grandes et qui vivent en situation de pauvreté ne diffère pas beaucoup de celui que l'on rencontre parmi des travailleurs indépendants de bas niveau de qualification, caractéristiques du secteur informel. Dans quelques pays (Argentine, Chili et Venezuela), le pourcentage de pauvres parmi les salariés est même plus grand que parmi les travailleurs indépendants non qualifiés.

L'incidence de la pauvreté parmi les fonctionnaires est également forte, en dépit du fait que dans la majorité des pays, leurs rémunérations se sont améliorées au cours de la décennie de 1990. En Équateur, Nicaragua et République dominicaine, cela représente entre 9 % et 13 % du total des employés urbains pauvres et 1 sur 6 au Venezuela.

Pour autant, une proportion importante des salariés du privé continue d'avoir une insertion précaire dans le monde du travail. En raison des bas revenus des fonctionnaires, une proportion significative d'entre eux se voit également touchée par la pauvreté, ce qui constitue un obstacle au processus de réforme et de modernisation de l'État. En Bolivie, Équateur, Honduras, République dominicaine et Venezuela, de 20 % à 40 % des fonctionnaires publics se trouvent en-dessous du seuil de pauvreté ; au Brésil, Colombie, Équateur, El Salvador, Mexique et Paraguay c'est près de 15 %. En Argentine, Costa Rica, Panama et Uruguay, 5 % environ des employés du secteur public appartiennent à des foyers pauvres.

Le document de la CEPAL fournit en plus une information sur les caractéristiques de la pauvreté rurale, les facteurs qui interviennent en elle, la structure de l'emploi rural et donne une analyse sur un problème non résolu : l'accès à la terre.

Sur la répartition du revenu, l'étude signale que la résistance aux changements et l'aggravation dans la répartition du revenu dans les périodes de crise ont été des caractéristiques notoires. L'examen des changements enregistrés en matière de répartition dans 9 pays entre 1986 et 1997 indique que pour 4 d'entre eux, un important recul s'est opéré dans la distribution du revenu (Argentine, Mexique, Panama et Venezuela), pour 4 il n'y a pratiquement pas eu de changement (Brésil, Chili, Costa Rica et Paraguay) et c'est en Uruguay seulement que l'inégalité a diminué de façon appréciable.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 2395.
– Traduction Dial.
– Source : *Commission économique pour l'Amérique latine* , juin 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Rappelons (cf. DIAL D 2319) que sont appelés "pauvres" les personnes qui n'ont pas les revenus suffisants pour satisfaire les besoins essentiels de base (alimentaires et non alimentaires) et "indigents" ou "extrêmement pauvres" les personnes qui, même si elles consacraient la totalité de leurs revenus à l'achat d'aliments, ne pourraient pas satisfaire leurs besoins nutritionnels de base (NdT).